

## Rapport au Conseil national du PCF – Fabien Roussel – 30 janvier 2020

Cher·e·s camarades,

Permettez-moi en premier lieu d'adresser tous mes vœux de santé, de bonheur, d'épanouissement personnel à celles et ceux d'entre vous auxquels je n'ai pas encore eu l'occasion de le faire. Permettez-moi aussi de nous souhaiter collectivement une année de victoires et d'espoir retrouvé.

Le capitalisme en crise profonde est de plus en plus contesté. C'est une crise systémique, et une déflagration financière se dessine à l'horizon. Les ravages climatiques ou environnementaux poussent à la colère des populations, en Australie ou dans le sud de la France encore inondé. Parce que de nombreux pays du monde voient leur économie mise en péril par la guerre économique, la corruption, le FMI, la BCE, les politiques d'austérité.

La réaction des peuples est de plus en forte contre les classes possédantes, contre l'inaction des gouvernements, contre des élites politiques corrompues. C'est comme cela qu'il faut apprécier, saluer et soutenir les mobilisations au Liban, au Chili, en Iran, en Algérie, en Bolivie, et dans tous ces pays qui musellent la démocratie et imposent des cures d'austérité sévères à leurs peuples.

Sans parler de ces pandémies qui reviennent périodiquement et que l'on redoute de ne pouvoir affronter avec toute l'efficacité voulue, tant les services publics de santé ont été un peu partout disloqués par les logiques comptables : voilà ce à quoi la domination du capital conduit l'humanité.

Et, comme toujours dans l'histoire lorsque surgit une semblable crise de civilisation, c'est la paix qui se révèle en grand péril.

Nous vivons un moment où l'impérialisme américain entend renforcer son hégémonie sur l'ordre international et engendre une course démentielle aux armements et la multiplication de tensions armées. La dernière provocation à laquelle vient de se livrer le président américain contre le peuple palestinien, avec un plan qui prive tout un peuple de l'espoir d'instaurer un jour sa souveraineté, crée une menace d'embrasement de l'ensemble du Proche-Orient.

Dans un tel contexte, on attendrait de la France qu'elle fasse entendre une voix originale, celle de la coopération entre les peuples, de la défense de leur souveraineté, de la justice et du respect du droit international. Hélas, nous avons aujourd'hui un président de la République qui rabaisse comme jamais la voix de notre pays. Lorsqu'il dit un jour que l'Otan est en état de « mort cérébrale », c'est pour mieux le lendemain s'aligner sur la politique de l'administration Trump. On vient encore d'en avoir confirmation avec la réception honteuse, à l'Élysée, du président autoproclamé du Venezuela, que soutiennent le ban et l'arrière ban de l'extrême droite latino-américaine.

Demain, Lydia Samarbakhsh reviendra en détail sur tous ces défis et la manière dont notre parti doit y répondre.

Je parlais à l'instant des désastres climatiques. En fait, il y a un réchauffement dont on doit se féliciter, c'est celui du climat social.

La France connaît un mouvement social historique, inédit par sa durée, remarquable par la détermination des secteurs engagés, d'ores et déjà marquant par ses conséquences politiques. Bien sûr, les mobilisations se heurtent toujours à un pouvoir intransigeant, obstiné, brutal et même violent. Le Président de la République et sa majorité n'hésitent pas à recourir à toutes les manipulations, à tous les mensonges et à la répression à l'encontre des manifestants et du monde syndical. Leur projet de loi est pire que toutes les annonces qui ont été faites :

- âge d'équilibre à 65 ans pour la génération 1975 ;
- plafonnement des dépenses à 12,9 % du PIB alors que la part des richesses a toujours augmenté dans le PIB depuis les années 50 ;
- recul de l'âge de départ en retraite pour les travaux pénibles à 63 ans !

Restons mobilisés pour demander le retrait de cette réforme, certainement l'une des pires de la V<sup>e</sup> République.

Avec plus de 60 jours de mobilisations et de grèves reconductibles, ce qui en fait le plus long conflit dans ces entreprises depuis mai 68, avec la mobilisation simultanée de très nombreux secteurs, il faut aussi que nous prenions le temps d'analyser ce qui se passe dans le pays. Et de souligner les victoires déjà obtenues.

Car oui, ce mouvement a déjà engrangé plusieurs acquis. Il a ouvert un nouveau cycle de luttes dans notre pays. Ce qui se passe aujourd'hui est d'ailleurs le fruit d'une longue maturation.

Depuis mai 2017 et l'arrivée d'Emmanuel Macron à l'Élysée, on aura ainsi assisté à la mobilisation contre les ordonnances Pénicaud de casse du droit du travail, à celles des gardiens de prison à propos de leurs conditions de travail, des retraités contre la hausse de la CSG, des fonctionnaires et des cheminots en défense du service public dès 2018, des personnels de la santé pour l'hôpital public, des agents des finances et des douanes, des salariés d'EDF contre le projet Hercule, de nombre d'entreprises du privé en défense de l'emploi et de l'outil industriel, des « Gilets jaunes » contre le mal-vivre et l'exclusion des territoires ruraux ou péri-urbains, des agriculteurs contre les ravages des traités de libre-échange.

On aura vu aussi les mobilisations massives de la jeunesse pour la justice climatique et celles qu'auront soulevé les violences faites aux femmes. Et j'en oublie bien d'autres, telle celle des populations de l'agglomération rouennaise à la suite de la catastrophe de Lubrizol.

En moins de trois ans, le président de la finance aura mis la société française en état d'incandescence. Vingt-deux mois de conflits en tout depuis mai 2017 !

Tout cela a produit cette explosion, où cheminots et agents de la RATP ou d'autres transports publics, salariés de l'énergie, travailleurs des ports et docks, fonctionnaires et personnels de l'Éducation nationale, de la santé, du monde de la culture et de la création, pompiers et policiers, avocats et même cadres se seront relayés dans un mouvement qui n'est pas prêt de s'éteindre. Lorsque les uns, à un moment donné, ont besoin de reprendre leur souffle, d'autres entrent dans le combat, ne laissant aucun répit à ceux d'en haut.

Si toutes ces mobilisations n'ont pas encore trouvé le chemin de la convergence, c'est le même besoin de prise en compte de l'urgence sociale et écologique, c'est la même exigence de démocratie qu'elles expriment.

Et c'est la question de classe qui pointe derrière toutes les exigences et que nous devons rendre incontournable. Ce mouvement l'a fait émerger avec force. Voilà un acquis, une victoire à souligner. Car une expérience féconde d'organisation de la lutte dans les entreprises a commencé à prendre corps.

Des centaines de milliers d'hommes et de femmes, une nouvelle génération de salariés ont pu vérifier l'utilité des organisations syndicales et la nécessité de leur unité quand il s'agit de défendre les revendications du monde du travail. Lors d'une assemblée de la section de la RATP, j'ai rencontré un jeune responsable syndical qui a dit que si certains avaient vécu les grèves de 1995, les jeunes auront lutté pendant celles de 2019-2020 et que cela leur aura beaucoup appris.

Une conscience nouvelle est en train de se forger que ce pouvoir est plus fragile qu'il n'en donne l'apparence, qu'il peut être contraint de reculer devant la pression populaire, que la légitimité est du côté de celles et ceux qui luttent au nom des intérêts du plus grand nombre.

Le fait qu'en dépit d'un matraquage idéologique intense, le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion, qu'il se trouve toujours une majorité de citoyennes et de citoyens pour approuver les grèves et les manifestations, que l'exigence du retrait du projet gouvernemental obtient même un soutien croissant, est une deuxième victoire !

Oui, ce mouvement, les syndicats, nous, tous ensemble nous marquons des points décisifs dans la bataille idéologique !

Une crise politique et sociale de très grande ampleur est désormais ouverte dans notre pays. Même si une majorité de députés aux ordres votait demain la loi, ce pays n'en voudrait toujours pas, et cette crise ne se refermera donc pas. Tout le dispositif du pouvoir en place s'en trouve ébranlé, et nombre de commentateurs en viennent à se demander si le dossier des retraites ne serait pas « la réforme de trop » et si le monarque élyséen va pouvoir tenir encore deux ans dans cet état de fragilité...

Cela souligne avec quelle urgence se pose la construction d'un débouché progressiste à la mobilisation sociale. Laisser celle-ci dépourvue d'une perspective progressiste, ce serait prendre le risque de voir la colère se transformer en rage. Ce serait permettre à l'extrême droite de dévoyer des aspirations populaires qui auraient été déçues.

Or, l'affrontement social montre qu'il y a besoin de réponses politiques de progrès et de rupture avec le capitalisme. Et c'est cela qui doit permettre de lever l'hypothèque qui pèse depuis trop longtemps sur la France. Le duel entre Macron et Le Pen à l'occasion de la prochaine présidentielle n'a absolument rien d'inéluctable. Le président de la finance peut être éjecté de l'Élysée et les aventuriers fascisants se prétendant ses adversaires peuvent être affaiblis si nous faisons la clarté sur l'adversaire que nous affrontons, le capital financier, et la clarté sur les pouvoirs à conquérir tous ensemble.

C'est tout le rôle de notre parti et c'est dans cet esprit qu'il a agi ces dernières semaines, en s'efforçant de faire preuve de cohérence globale, d'audace et de sens de l'initiative.

Nous l'aurons fait d'abord en nous impliquant pleinement dans le soutien politique au mouvement, dans la solidarité avec les grévistes, dans le décryptage des véritables finalités du projet Macron-Philippe et dans les travaux de nos parlementaires, à l'Assemblée nationale et au Sénat. Ensuite, en mettant dans le débat public le contre-projet que nous avons discuté ici même, avec pour objectif de montrer qu'une autre logique est possible, en produisant autrement, en créant des richesses tout en respectant les êtres humains et la planète, en s'attaquant au coût du capital.

Enfin, en s'adressant aux forces de gauche et écologistes, afin qu'elles s'engagent ensemble dans la bataille pour le retrait de la réforme et autour de contre-propositions élaborées en lien avec l'intersyndicale. Cela a débouché sur la rencontre du 11 décembre à Saint-Denis, puis sur la pétition lancée aux premières heures de la nouvelle année, laquelle aura recueilli près de 200 000 signatures en quelques jours.

Alors que s'ouvre la procédure parlementaire, cette démarche vient d'aboutir, à la fois à une contre-proposition de loi déposée par nos parlementaires, et à une plateforme commune des forces de gauche et écologistes. Cette dernière, sans effacer tous les désaccords, avance une série de propositions concrètes, porteuses de solidarité et construites en phase avec le mouvement social.

En agissant de cette manière, nous avons en quelque sorte commencé à mettre en œuvre la démarche définie ensemble lors de notre dernier congrès.

Nous voulons être une force utile à notre peuple, montrant qu'un autre projet de société est possible, mettant l'être humain et la planète au cœur de ces propositions. C'est le sens de nos propositions pour une autre réforme des retraites. Il faut mieux les faire connaître, les partager, les soumettre au débat pour les faire gagner.

Soyons offensifs, déterminés à défendre et faire avancer des solutions allant à la racine de la crise que provoque le capitalisme. Une force capable d'influer ainsi sur le rapport de force à gauche et sur la dynamique des processus indispensables de rassemblement.

Nous multiplierons, dans les jours et les semaines qui viennent, toutes les initiatives qui permettront de faire connaître nos propositions, d'alimenter le débat et de soutenir les mobilisations à l'initiative des organisations syndicales. Nous devrions notamment commémorer l'anniversaire de la disparition d'Ambroise Croizat, le 11 février, à la Maison des métallos, avec la CGT.

Voilà le message fort que nous nous sommes efforcés de faire entendre, en montrant par là même en quoi il est indispensable de renforcer le Parti communiste français dans le combat vital qui est engagé. J'y reviendrai.

Un pas vient d'être franchi, beaucoup d'autres sont devant nous, car le pouvoir et ses relais engagent eux aussi toutes leurs forces dans cette bataille qui n'est pas terminée.

Soyons toujours plus à l'initiative pour alimenter le débat.

Un premier exemplaire du matériel à destination des lieux de travail, dont nous avons décidé de nous doter, en relation avec le tour de France que nous voulons organiser sur toute l'année, devrait être à la disposition des fédérations et sections dans les prochains jours. Il a vocation à

être distribué aux portes des entreprises. L'objectif est de reconquérir toute notre place dans le monde du travail et d'alimenter le débat sur les retraites, sur le coût du capital. Et également de permettre de nouvelles adhésions de salarié-e-s à notre parti et de nouvelles organisations du Parti dans les entreprises.

Parallèlement, nous devons poursuivre le travail avec les organisations syndicales et les forces politiques de gauche, sur les initiatives politiques qui permettront d'appuyer la mobilisation des salariés et de consolider et d'élargir le rapport de force.

Avec nos parlementaires, nous utiliserons tous les outils allant dans ce sens. Nous avons été à l'initiative d'un travail en commun des trois groupes. Nous déposerons ensemble la motion référendaire et la motion de censure.

Car, après 60 jours de conflits, il est urgent que le peuple s'exprime. Nous proposons une sortie de crise par un référendum qui doit permettre aux Français d'avoir le dernier mot.

\*\*\*

**Afin de construire un débouché politique au mouvement social, aux colères qui s'expriment crescendo dans le pays depuis plusieurs mois, dans un tel contexte nous appelons à travailler au rassemblement populaire le plus large autour d'un projet alternatif clair, porteur de ruptures radicales avec le système.**

Les élections municipales de mars prochain sont de ce point de vue une étape décisive, et je crois qu'en étant très offensifs dans la campagne qui est désormais ouverte, nous pouvons marquer des points décisifs partout dans le pays, après une séquence municipale très difficile en 2014.

Bien sûr, il nous faut valoriser notre bilan, là où nous dirigeons des communes ou participons à des majorités sortantes. Bien sûr aussi, il nous faut montrer combien les candidats communistes, déjà élus ou pas, sont des points d'appui pour défendre les intérêts des populations et soutenir les luttes. Ce sont des éléments de crédibilité très importants.

Mais je crois que la situation politique que nous connaissons depuis maintenant plus de deux ans nécessite que nous politisions au maximum cette échéance électorale.

**À ce titre, il nous faut être très offensifs.** La question sociale, l'aspiration démocratique, la question de l'argent et de sa réorientation vers des politiques publiques répondant aux exigences populaires doivent être au cœur de ces élections.

Oui, nous pouvons faire grandir l'idée que les politiques d'austérité et de casse des services publics de ce gouvernement rendent plus difficiles de répondre aux attentes de nos concitoyens.

Oui, il faut dénoncer les attaques en matière de pouvoir d'achat, mais aussi les baisses des dotations aux communes dont la majorité est responsable.

Il serait trop facile que les candidats En Marche et LR ne soient pas interpellés sur ces questions.

Darmanin, Villani, Grivaux, Collomb, doivent aussi rendre des comptes sur ces hausses des factures d'électricité, des mutuelles, des loyers, de l'essence, sur la baisse des APL, sur les privatisations de nos trains, sur les fermetures de guichets, des trésoreries municipales, sur la

baisse de 13 milliards d'euros de dotations aux collectivités, sur l'état de nos hôpitaux publics, sur la réforme de l'enseignement et sur cette réforme des retraites !

N'hésitons pas à être encore plus offensifs. Il faut leur coller l'étiquette LREM sur le dos, eux qui veulent la faire effacer dans les communes de moins de 9 000 habitants !

Et montrons combien les engagements pris par les candidats communistes sont porteurs, à l'opposé, de justice sociale, de progrès social, d'innovations démocratiques.

Une ville à direction communiste, c'est une ville qui pratique des tarifs sociaux les plus bas pour permettre à tous l'accès à la cantine, à la garderie, à la culture ou aux sports et permettre la mixité sociale qui est la base du vivre ensemble.

C'est celle qui a inventé les MJC et reste toujours à la pointe pour permettre aux jeunes d'accéder aux sports et à la culture.

C'est celle qui développe des centres municipaux de santé depuis toujours, en développant le tiers payant.

Ce sont aussi nous, les communistes, qui mettons en œuvre depuis plusieurs années les cantines bio, les circuits courts, pour nos enfants, avec des cuisines centrales le plus souvent.

Enfin, c'est nous qui avons décidé de mettre en avant dans de nombreuses communes, dans nos programmes, la gratuité des transports, le développement des transports collectifs, les transports en commun, car nous voulons construire une alternative à la voiture en proposant des transports non polluants et gratuits partout où c'est possible !

**Mais pour cela, il faut donner des moyens aux communes et sortir des politiques d'austérité !**  
C'est pourquoi cette question de l'argent, de la finance doit être placée au cœur de nos combats !

Oui, nous voulons reprendre le pouvoir sur l'argent, sur les richesses que nous créons pour répondre aux besoins de nos concitoyens, pour relever le défi climatique !

N'ayons pas peur de mettre ces sujets au cœur de nos échanges avec les autres forces de gauche et écologistes. Pouvons le débat et la confrontation sur ces questions, car il serait trompeur de faire croire aux Français que nous allons relever le défi climatique sans remettre en cause la finance, sans remettre en cause le capitalisme !

J'attire votre attention à ce titre sur les rendez-vous qui vont inmanquablement travailler l'électorat dans les jours précédant l'élection, à l'image des grèves du 8 mars pour défendre les droits des femmes, précédées de notre initiative nationale pour l'égalité professionnelle le 6 mars, et de la marche pour le climat envisagée le 13 mars, soit deux jours avant le 1<sup>er</sup> tour. Nous mettrons à disposition, avec les commissions, des matériels avant ces échéances.

Dans la bataille idéologique qui se mène dans le pays, pointons aussi l'extrême droite qui n'avance aucune proposition et continue de diviser nos concitoyens selon leurs origines. Pour eux, l'ennemi c'est l'immigré ; pour nous, c'est la finance. Eux surfent sur le mouvement social, sur la colère, mais ils n'attaquent jamais le capital. Cela aussi, il faut le dire.

C'est pourquoi toutes nos propositions font partie de ce projet de société que nous défendons. C'est aussi comme cela que nous ouvrirons une perspective politique de progrès lors des

prochaines échéances nationales de 2022. Car si nous gagnons actuellement la bataille de l'opinion sur les retraites, la perspective politique, malgré tous nos efforts, fait défaut. Et toutes les initiatives que nous prendrons ne seront jamais médiatisées. Tout sera fait pour les minorer.

Dans un tel mouvement social, d'une telle intensité de confrontation entre les forces du capital et le monde du travail, nous devrions normalement nous renforcer, être plus forts, plus audibles. Je ne dis pas que nous ne gagnons pas en audience, en renforcement. Mais ce n'est pas suffisant.

Le comble serait même que l'abstention grossisse toujours et que l'extrême droite se renforce dans un tel climat social !

Nous devons nous fixer l'objectif de réussir à convaincre les abstentionnistes de retrouver le chemin des urnes pour soutenir un autre projet de société et des valeurs de progrès, tournant le dos au libéralisme et à l'extrême droite.

Il faut réussir à casser le duo Macron/Le Pen en se fixant l'objectif que l'extrême droite ne soit pas présente au second tour de cette élection ! C'est cela qui doit être d'abord notre priorité. Ce n'est pas d'être face à Le Pen, car ça c'est le pire, c'est accréditer sa présence alors que c'est dans 2 ans et demi ! Tordons d'abord le cou à l'idée que l'extrême droite pourrait incarner une perspective politique.

Le face à face qu'il faut obtenir, c'est celui d'une confrontation entre ceux qui défendent la finance et ceux qui défendent l'être humain, entre le capitalisme et l'Humain et la Planète d'abord, entre ceux qui portent un modèle de société à bout de souffle contre ceux qui aspirent à bâtir un nouveau modèle économique, écologique et porteur de justice sociale.

Alors, oui, cette campagne des municipales est déterminante pour la suite. Nous devons être de tous les rassemblements permettant de faire gagner nos idées, mais aussi permettant de faire gagner des majorités de gauche dans lesquelles nous faisons gagner nos propositions. Car c'est aussi en étant le plus unis possible, sur des contenus de haut niveau d'exigence pour nos concitoyens, que nous aurons des victoires électorales sur la droite, LREM et sur l'extrême droite.

\*\*\*

Un mot sur notre calendrier de travail pour aborder dans les meilleures conditions possibles les prochaines échéances électorales de 2021 (régionales et départementales) et de 2022 (présidentielle et législatives).

Le CEN mettra en place un groupe de travail national, animé par Pierre Lacaze, spécialement consacrées aux échéances départementales et régionales.

Concernant l'échéance départementale, la préparation politique se fera bien évidemment principalement au sein des fédérations, en lien avec les sections des cantons concernés et avec le groupe de travail national.

Concernant l'échéance régionale, le CEN vous propose la méthode suivante :

- Des comités régionaux ou des conférences régionales pourraient se tenir les deux premiers week-ends de juin dans chaque région pour travailler sur les enjeux régionaux, la façon dont nous pouvons mettre en œuvre notre stratégie de rassemblement des citoyens et des

forces de gauche et écologistes, et enfin désigner des chef-fe-s de file pour porter publiquement notre démarche sur le projet et le rassemblement.

- Le conseil national de juin qui pourrait finalement se tenir les vendredi 19 et samedi 20 juin (le dimanche 21 juin étant consacrée à la fête du centenaire du Parti) serait un conseil national élargi aux élu-e-s départementaux et régionaux et aux chef-fe-s de file pour traiter de ces échéances.
- Enfin, des conférences régionales devront alors se tenir à l'automne 2020, comme le prévoient nos statuts, pour élaborer les propositions de candidatures soumises aux communistes de chaque région.

\*\*\*

D'ici là, en lien avec le mouvement social et son évolution, nous devons donner du contenu à notre projet de société.

Plusieurs rendez-vous pour cela, dont certains se sont déjà tenus ; je pense notamment à la conférence pour la Paix qui a eu lieu à l'Assemblée nationale, à l'automne dernier.

Je pense, bien sûr, aux enjeux de la **mondialisation économique** et à l'affrontement d'une ampleur inédite contre les forces du capital, avec la grande initiative que nous tiendrons vendredi 7 et samedi 8 février prochains, ici même, avec de nombreux intervenants internationaux, en identifiant de grandes propositions et lignes de batailles communes sur le combat contre les multinationales, pour une alternative à l'hégémonie du dollar, pour un autre rôle de l'Europe.

Je pense à la bataille pour l'**égalité professionnelle femmes-hommes**, à partir d'un temps fort le vendredi 6 mars prochain à Paris, organisé par le Parti et la commission Féminisme, qui soit l'occasion de nous adresser à des centaines de femmes, militantes associatives, politiques, mais aussi salariées et de faire des propositions.

Je pense aussi à l'**écologie**, avec une initiative prolongeant nos premières assises de 2018, permettant de hisser le niveau des réponses à la crise climatique, mais aussi de mettre en débat les enjeux de financement et la place du service public dans la transition écologique.

Le travail et l'emploi pour reconquérir notre **place au sein du monde du travail** seront également marqués par la tenue d'un rendez-vous associant des centaines de salariés, de syndicalistes, à l'automne prochain. D'ici là, je poursuivrai pour ma part le tour de France des entreprises engagé l'été dernier et qui m'a déjà permis de réaliser 13 déplacements.

Les défis de civilisation auxquels nous sommes confrontés doivent, à mon sens, conduire notre parti, cent ans après sa naissance, à écrire un manifeste pour un communisme du XXI<sup>e</sup> siècle. Un manifeste ancré dans les puissants mouvements sociaux de ces derniers mois et nourri des initiatives nationales que je viens de rappeler. Un manifeste qui pose le choix de société auquel conduit la crise du capitalisme et les grandes transformations à engager pour dépasser ce système et ouvrir un nouveau chemin d'émancipation humaine.

Notre parti ne peut s'en tenir à la dénonciation, aussi juste soit-elle, des inégalités, des injustices, voire de l'opulence des richesses accumulées et confisquées, mais doit contribuer à faire grandir l'idée que les leviers politiques existent pour reprendre le pouvoir sur le capital financier, dans le monde, en Europe et en France.

\*\*\*

Le grand défi, c'est celui du renforcement de notre influence, du poids de notre parti dans le pays.

Nous avançons dans notre objectif d'être reconnus comme une force politique à part entière, qui compte dans le débat, forts de notre histoire et de nos prises de positions dans l'actualité récente. Mais il faut développer l'idée qu'il n'y aura pas d'espoir de progrès, de changement, pas d'alternative ambitieuse à gauche sans un Parti communiste plus fort, plus organisé, plus influent dans le pays.

C'est pour cela que nous nous présentons aux élections locales, comme nationales. C'est pour cela aussi que nous devons nous adresser aux salariés, aux militants syndicaux pour qu'ils rejoignent le PCF, s'engagent à nos côtés pour que nos idées, notre projet de société rayonnent dans le monde du travail, comme parmi la jeunesse.

C'est aussi dans cet esprit que nous devons faire des rendez-vous du centenaire des moments très importants de notre activité pour nos adhérents, mais aussi pour toutes celles et tous ceux qui veulent bâtir une autre société et cherchent les meilleurs outils pour cela.